

INTRODUCTION

La croissance, ça se décrète ! Tout simplement parce que l'activité nationale de production se finance comme n'importe quelle activité d'entreprise et qu'un financement, ça s'organise. Mais, comme à l'heure actuelle on ne le sait pas, son financement s'opère de manière anarchique parce qu'il obéit à des effets d'ensemble non ordonnés, donc conjoncturels.

La croissance, ça se décrète ! Mais pour l'admettre, il faudrait s'affranchir tout spécialement des théories monétaristes de l'inflation qui paralysent tout essor économique. La pensée économique contemporaine, dominée par des théoriciens à cent lieues des réalités de ce monde, est littéralement envahie par l'inflation. On est en présence d'une erreur collective monumentale due à un syndrome généralisé. Partout dans le monde on a réussi l'exploit insensé de vaincre l'inflation par un sévère blocage du développement économique et social dont l'emploi et le pouvoir d'achat font les frais.

Non, la croissance ne relève pas de formules incantatoires ainsi qu'on pourrait fort bien le croire si l'on en juge par les propos et l'attitude des spécialistes lorsqu'ils sont en quête de reprise économique. La croissance n'est rien d'autre que la différence existant entre les mesures d'activité de production nationale de deux périodes successives, ayant pour unité de compte la monnaie. Elle relève donc des mathématiques. La quantité de monnaie consacrée à l'activité nationale varie naturellement d'une période à l'autre en fonction d'une multitude d'éléments qui déterminent la conjoncture, mais c'est cette quantité de monnaie qui fait la différence et qui oriente l'activité à la hausse ou à la baisse. La maîtrise de cette masse monétaire conduit à la maîtrise de l'économie nationale.

La conjoncture n'est rien d'autre qu'une économie libérale livrée à l'influence désordonnée, parce que non régulée, des facteurs endogènes opposés que sont **l'épargne et le crédit.**

Il existe une loi macroéconomique qui démontre que la sphère de l'activité de production, dite sphère réelle, connaît l'expansion ou la récession selon qu'elle est alimentée plus ou moins en monnaie. Dans la dynamique économique, l'épargne joue le rôle du frein tandis que le crédit joue celui de l'accélérateur, si bien que l'on passe de l'activité d'une période à celle de l'autre par simple addition du crédit et soustraction de l'épargne, tous agents confondus. La différence entre les deux activités ou entre le crédit et l'épargne, correspond très précisément à une création ou une destruction de monnaie, selon qu'elle est positive ou négative. Et si l'on veut obtenir la croissance, il ne reste qu'à éliminer l'érosion monétaire de ces deux facteurs.

Les instituts de statistiques obtiennent en théorie le même résultat, mais empruntant des voies beaucoup plus tortueuses où cohabitent difficilement statistique et comptabilité, ils se privent de la clarté indispensable à une bonne compréhension du phénomène et obtiennent en définitive un résultat faussé par une méthodologie inadaptée. De plus, usant de son autorité tutélaire, l'Etat y trouve son compte puisqu'il peut infléchir chaque fois qu'il le juge nécessaire des résultats (croissance et inflation notamment) obtenus par une approche statistique, que tous les experts s'accordent à qualifier d'approximatifs.

Non, il n'y a pas de croissance sans monnaie et sans monnaie il n'y a pas d'inflation. La monnaie nourrit à la fois la croissance et l'inflation, la première parce qu'elle ne peut s'en passer et la deuxième parce qu'il y a longtemps que les gens ont compris qu'il fallait augmenter les prix pour s'en accaparer les fruits. C'est aussi simple que cela.

En fait, la croissance et le chômage, on en parle beaucoup, mais on s'occupe d'abord de la lutte contre l'inflation pour protéger le capitalisme monétaire, et dans cette lutte perpétuelle, on a découvert un allié de poids par la capacité étonnante qu'il possède à faire baisser les prix : le libre-échange. D'où son succès. Mais, en pesant sur les prix il pèse tout autant sur les revenus, et dans un environnement économique libéral, il avantage naturellement les plus forts. C'est pourquoi le fossé qui sépare les nantis des démunis ne cesse de s'agrandir. Aussi, comment avons-nous pu nous laisser prendre au piège de la mondialisation ? Comment avons-nous pu nous laisser entraîner dans la plus fantastique course aux chimères de tous les temps, que les progrès de la communication ont étendu à la planète tout entière ?

C'est d'abord un véritable défi lancé aux mathématiques : comment supposer un instant qu'en agissant sur une fraction (le solde des échanges extérieurs) non seulement variable en plus ou en moins, mais aussi tout au plus égale à 2 ou 3 centièmes, on allait obtenir la croissance de l'ensemble ? C'est ensuite oublier que cet ensemble, c'est-à-dire le produit national (PIB), est représenté pour près ou plus de 100% par la consommation et l'investissement, les échanges extérieurs faisant la différence.

La priorité des échanges doit être réservée à l'économie nationale : consommation et investissement.

On ne parle que de commerce international et de conquêtes de marchés à l'étranger, sans jamais parler des conséquences de l'importation sur l'économie intérieure. Personne ne semble connaître l'existence d'une loi fondamentale en matière d'échanges internationaux : il n'y a pas d'exportateur dans un pays sans un importateur dans un autre pays, ce qui veut dire qu'au niveau de la planète les exportations sont égales par définition aux importations. On peut en déduire sans risque d'erreur qu'il n'y a pas d'autre croissance qu'intérieure.

Les statistiques, qui sont à la disposition de tout un chacun, montrent que **sur 35 ans** le développement du commerce international s'est traduit, dans tous les pays de l'OCDE sans exception, par une hausse considérable (du simple au double, voire au triple) de la part des exportations et de celle des importations dans leur PIB, sans que pour autant le solde de ces échanges n'ait dépassé, en plus ou en moins, plus de 3% dans la majorité des cas sur toute la période. Seulement voilà, pour le savoir, il faudrait extraire des statistiques d'autres informations que celles qui ne gênent personne ou qui flattent les courants de la pensée à la mode.

Ce qui est sûr, c'est que par l'interdépendance qu'elle a créée dans les échanges entre les pays, la mondialisation a considérablement fragilisé nos économies nationales. Comment ignorer ce que démontrent des événements encore tout proches ? L'économie japonaise, déjà mal en point, a été terrassée par l'effondrement de l'activité des pays asiatiques voisins, tandis que l'Europe et les Etats-Unis ont été menacés à leur tour par la chute des économies nipponne, russe et brésilienne. En étendant le libre-échange à la planète entière, on a créé de nouvelles sources de désordre au détriment des économies nationales et des populations.

Pendant plusieurs années, des économistes français parmi les plus réputés se sont élevés contre cette politique et en ont dénoncé les méfaits. Bien que les statistiques leur aient donné raison, ils n'ont pas été écoutés. En fait, ils ont prêché dans le plus grand désert parce qu'ils se sont heurtés à l'aveuglement incommensurable d'une volonté politique qui a sacrifié l'intérêt collectif sur l'autel de la mondialisation, véritable miroir aux alouettes !

La compétitivité, fille naturelle de la concurrence, excitée au plus haut point par le libre-échange, est devenue en période de ralentissement économique une espèce de machine infernale à produire soit du chômage (Europe) soit des salaires de misère (USA), soit les deux à la fois, mais conduisant de toute façon à des pertes massives de pouvoir d'achat, surtout parmi les populations laborieuses. C'est la politique sociale de l'emploi, dirigiste en Europe et libérale aux Etats-Unis, qui fait la différence.

L'argument largement employé pour faire admettre les bienfaits du libre-échange consiste à dire que les premiers bénéficiaires des baisses de prix sont les consommateurs. Mais ce que l'on oublie de dire, c'est que les prix faisant les revenus puisque le produit national est égal au revenu national, les baisses de prix conséquence de la concurrence entraînent mécaniquement des baisses de revenus. Mais, pas pour tout le monde !

C'est qu'en effet, les hommes politiques, les chefs d'entreprise et d'une manière générale tous ceux qui ont le pouvoir de fixer les prix et ceux qui les servent ne sont évidemment pas concernés par la baisse des revenus puisqu'ils sont les premiers à se servir. Ceux-là et ceux-là seulement gagnent sur les deux tableaux ! Leur pouvoir d'achat s'améliore à la fois par la hausse de leur revenu et par la baisse de leurs dépenses.

Il n'est donc pas surprenant de constater que ce sont les plus nombreux qui sont les plus touchés, c'est-à-dire les revenus les moins élevés, ceux des masses laborieuses, ce qui explique largement le creusement du fossé qui sépare à nouveau les riches et les pauvres.

A quoi cela sert-il d'offrir sur le marché des produits de consommation à des prix de plus en plus bas s'il faut sacrifier pour y parvenir le pouvoir d'achat d'une large partie de la population ainsi privée des ressources nécessaires pour se les payer ?

Enfin, si la mondialisation des échanges productifs s'avère incapable de conduire l'ensemble des pays du monde vers le progrès, celle des échanges financiers engendre par ses excès des effets beaucoup plus graves car elle crée de dangereuses perturbations dans la sphère de l'activité de production. Pour combattre l'inflation que l'on voit partout et favoriser la croissance que l'on a toujours tendance à voir s'échapper, on fait appel aux capitaux étrangers. On semble ignorer qu'un pays n'a aucun besoin de concours extérieurs, excepté si sa balance commerciale est déficitaire.

Si les entrées massives de capitaux dans un pays peuvent être utiles à son développement, c'est indubitable, les sorties sont pour le moins dévastatrices, ainsi qu'en témoignent les exemples successifs du Mexique, des pays d'Extrême-Orient, de la Russie et plus récemment du Brésil. On oublie tout simplement que les entrées de devises ont pour effet de créer de la monnaie nationale, tandis que les sorties au contraire ont pour effet de la détruire. Les sorties provoquent donc une sorte de dépression monétaire interne dont les pays concernés ont bien du mal à se remettre.

Sans que l'on cherche véritablement à en mesurer les effets néfastes sur l'activité de production, le secteur des placements financiers et de la spéculation prospère

outrageusement. Par des taux **réels** d'intérêt élevés, dans un environnement où l'inflation est quasiment éliminée, ce secteur capte la monnaie qui fait tant défaut à l'activité de production. Mais qui donc s'en préoccupe ?

Comme toujours la priorité est donnée à la protection du capital et dans ce domaine, l'apanage revient sans nul doute aux gardiens du temple de la monnaie qui ont réussi à élever des barrières pratiquement infranchissables, aidés en cela par des tabous soigneusement entretenus dans l'opinion publique. On protège le capitalisme monétaire contre toute atteinte extérieure et on dispose d'une autre alliée avec la théorie quantitative de la monnaie.

Cette théorie, qui définit le niveau des prix en fonction de la masse monétaire et de sa vitesse de circulation, conserve une influence prépondérante sur la politique monétaire des banquiers centraux qui n'ont rien d'autre pour justifier leur lutte contre l'inflation. Principalement fondée sur des situations de pénurie, elle a été généralisée aveuglément à toutes les circonstances de la vie économique, alors qu'elle ne trouve pas à s'appliquer en période d'abondance, même relative comme c'est le cas dans nos pays industrialisés, lorsque l'appareil de production bien rôdé est capable de répondre dans de très courts délais à la demande des agents économiques. On semble oublier que c'est la rareté d'un produit qui fait son prix. Son succès tient au fait qu'elle sert à nulle autre pareille le capitalisme monétaire dans sa lutte perpétuelle contre l'inflation.

C'est ainsi que s'est développé un syndrome, celui de l'inflation, qui a envahi petit à petit le corps économique tout entier.

La monnaie est le carburant de l'économie. Comme un moteur a besoin d'essence, l'activité de production a besoin de monnaie pour marcher. Personne n'est capable de dire quelle est la quantité de monnaie nécessaire à une économie déterminée pour fonctionner. Personne ne sait ou ne veut savoir dans quelles conditions précises s'opère l'émission monétaire et comment se mesure sa masse. Aucun expert n'est capable d'expliquer les variations erratiques auxquelles elle est sans cesse soumise. Personne ne connaît les rapports existant entre les deux sphères d'activité (production et finance). Mais tout le monde est sûr que la masse monétaire a un effet certain sur les prix, et seulement sur ceux de la sphère réelle. C'est inouï !

Tout d'abord, il est curieux de constater que dans la mesure de la masse monétaire, on ne cherche pas à isoler les banques des établissements financiers, alors qu'une différence fondamentale les oppose :

- les banques créent et détruisent de la monnaie dans toutes leurs opérations avec le secteur non bancaire pour la bonne et simple raison qu'elles ne disposent pas d'un compte en banque comme tout un chacun pour payer ou encaisser;

- les établissements financiers, eux comme tout le monde, doivent disposer d'un compte alimenté ou de lignes de crédit dûment autorisées pour fonctionner,

ce qui change tout dans la mesure de la masse monétaire en circulation.

Ensuite, on ne cherche pas à savoir comment cette masse circule, car autrement on connaîtrait l'existence de parkings monétaires, véritables capteurs d'épargne, et on verrait que la monnaie ne circule pas du tout comme on le croit. En banque, en effet, l'épargne ne circule pas pour la bonne raison qu'elle n'a pas de contrepartie en monnaie ; elle en a déjà une à l'actif de son bilan : ce sont notamment les crédits qu'elle a

accordés. Dans un établissement financier, il en va tout autrement précisément parce que celui-ci doit disposer au préalable des fonds épargnés pour pouvoir les prêter. En banque, l'épargne est morte. Dans un établissement financier, elle est vive ou active. C'est toute la différence, elle est fondamentale.

La monnaie scripturale ne quitte jamais les banques, lesquelles prises ensemble n'ont aucun besoin de monnaie puisqu'elles la créent et la détruisent à volonté, mais comme elle passe sans cesse d'une banque à l'autre on peut avoir l'illusion qu'elle leur est nécessaire. Et les banquiers, pour la plupart, se laissent prendre au piège, ce qui est un comble !

Et puis, on est sûr que la masse monétaire est à l'origine de l'inflation des prix dans la seule sphère réelle, alors que celle-ci n'a pas l'exclusivité de l'émission de monnaie. On se garde bien de nous dire notamment que les crédits accordés par le système bancaire sur les marchés à terme de bourse et de change, conduisent à la multiplication des signes monétaires. Il y a donc bien deux sources d'émission et par voie de conséquence deux masses qui obéissent à des nécessités distinctes.

Enfin, on ne cherche surtout pas à séparer les deux sphères d'activité pour ne pas avoir à vérifier la théorie qui ne prévoit qu'une vitesse de circulation. La sphère financière est en effet composée d'au moins deux flux monétaires indépendants qui fonctionnent à leur vitesse propre. D'un côté les transactions de l'activité de production, de l'autre celles de l'activité purement financière, l'une et l'autre respectivement dans le rapport énorme de 1 à 40 environ, rapport qui n'a cessé de croître au cours des trois dernières décennies avec l'arrivée des produits dérivés.

Quant aux discours abstraits sur la dichotomie existant entre les deux sphères d'activité, ils ne font qu'entretenir la confusion dans les esprits. Il existe cependant un moyen simple de connaître, sans erreur possible, les relations existant entre la sphère réelle et la sphère financière en s'inspirant des méthodes comptables en usage dans les grands groupes. Par la consolidation des comptes de résultat de toutes les entreprises on peut obtenir le produit national et par celle de leurs comptes de bilan on peut disposer de son financement. Mais cela conduirait à reconnaître le principe du financement de l'activité nationale, là où il n'existe pas de théorie sur le sujet.

Ainsi, *de facto*, la monnaie se trouve protégée dans l'enceinte d'une bastille qui ne cesse de se fortifier. C'est qu'en effet, les banques centrales les unes après les autres copient le modèle américain de la Fed, véritable centre du capitalisme mondial, et acquièrent leur indépendance. Les gouvernements perdent ainsi tour à tour le dernier lien d'autorité et en définitive le pouvoir absolu que donne la monnaie sur l'économie d'un pays.

Si l'on veut réellement régler, enfin et une fois pour toutes, le douloureux problème du chômage et de la misère humaine, il est capital de se débarrasser des dogmes monétaires et des tabous qui cernent la monnaie de toutes parts, et urgent de remplacer le libre-échange, facteur de paralysie de l'économie, par la libre concertation des échanges entre les pays, car la priorité des échanges doit être réservée à l'économie nationale.

La monnaie peut et doit devenir l'outil démocratique du développement du bien-être des populations et non l'instrument de leurs souffrances. On pourra alors, et alors seulement, choisir une autre politique économique que le capitalisme.

0
0 0

Chaque transaction, chaque opération commerciale, financière, monétaire, fait l'objet d'une écriture comptable spécifique. Aussi, chaque écriture comptable a-t-elle une signification économique précise, c'est pourquoi la comptabilité est un formidable instrument d'investigation et d'analyse économiques.